MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ECONOMIQUES
Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°39-2026-semaine du 2 novembre 2026

En bref

- **Inde :** Le Cabinet approuve un schéma de Viability Gap Funding de 1,5 Md USD pour 92 GWh de stockage d'énergie à l'échelle du réseau ;
- **Pakistan :** L'inflation décélère de façon significative mais les prix alimentaires et de l'énergie continuent à progresser rapidement ;
- **Bangladesh** : Le report de la sortie des PMA est acté jusqu'en 2029, assorti d'une feuille de route de réformes ;
- **Sri Lanka** : Les bénéfices des entreprises publiques en hausse mais les pertes de SriLankan Airlines se creusent ;
- **Népal :** L'OMC pointe la faiblesse industrielle du Népal et la concentration de ses exportations.

À RETENIR

4,3%

L'objectif de déficit budgétaire indien pour FY27.

Inde

Actualité macroéconomique

Selon un rapport de Goldman Sachs, le gouvernement devrait maintenir son objectif de déficit budgétaire de 4,3% en FY27

Selon un rapport du département de recherche de la banque américaine Goldman Sachs, le gouvernement indien devrait être en mesure d'atteindre son objectif de déficit budgétaire de 4,3 % du PIB pour l'exercice 2026-27 (FY27), malgré les pressions croissantes pesant sur les dépenses publiques, notamment en raison de la hausse des dépenses d'investissement et des paiements d'intérêts. Goldman Sachs estime que le déficit budgétaire enregistré entre avril et septembre représente 3,9 % du PIB, soit 42,6 % de l'enveloppe annuelle prévue au budget.

Depuis le début de l'exercice, les recettes de l'impôt sur les sociétés affichent une progression particulièrement soutenue de 22 % en glissement annuel, contre une hausse de 12 % anticipée dans les prévisions budgétaires. Cette performance contribue à compenser les pertes de recettes liées à la réduction des droits d'accise sur les carburants. Pour rappel, le gouvernement central a récemment supprimé le droit d'accise à l'exportation de 2,5 roupies par litre sur l'essence. En revanche, il a relevé ce prélèvement sur le diesel, de 8,5 à 11,5 roupies par litre, ainsi que sur le carburant d'aviation, de 10,5 à 11 roupies par litre, selon une notification du ministère des Finances.

Par ailleurs, les recettes fiscales directes ont progressé de 13 % en glissement annuel en septembre, portées par une hausse de 27 % des recettes issues de l'impôt sur les sociétés. À l'inverse, les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont reculé de 8 % sur la période.

Le rapport souligne toutefois plusieurs risques pesant sur les perspectives budgétaires, notamment la hausse des prix de l'énergie, susceptible d'entraîner une augmentation des subventions aux engrais et de nouvelles mesures d'allègement de la fiscalité sur les carburants.

The Economic Times

Rapport sur la finance verte en Inde : « Landscape of Green Finance in India 2026 »

Le think tank américain Climate Policy Initiative (CPI) a publié sa quatrième édition du rapport « Landscape of Green Finance in India ». Le rapport analyse les flux financiers effectivement mobilisés et décaissés, leur origine (publique ou privée, nationale ou internationale), leurs instruments et leur répartition sectorielle. Le principal constat est celui d'une forte progression des financements climatiques, portée essentiellement par les capitaux domestiques et privés, mais qui restent concentrés sur des secteurs déjà matures.

En FY2023-24, les financements consacrés à l'atténuation du changement climatique ont atteint 81,9 Mds USD, en hausse de 64 % par rapport aux 50 Mds USD enregistrés en FY2021-22. Ils proviennent majoritairement de sources domestiques (88 %), les

capitaux privés représentant 68 % des financements nationaux, contre 32 % pour le secteur public. Les financements internationaux s'élèvent à 9,5 Mds USD, principalement portés par les institutions publiques et les banques multilatérales de développement. Sur le plan sectoriel, les énergies propres concentrent 41,4 Mds USD (51 %), suivies de l'efficacité énergétique avec 25,6 Mds USD (31 %) et des transports propres avec 14,9 Mds USD (18 %). Par ailleurs, les financements dédiés à l'adaptation au changement climatique atteignent 18,5 Mds USD et demeurent largement dépendants des ressources publiques domestiques.

Selon les estimations de NITI Aayog reprises dans le rapport, les besoins cumulés d'investissement de l'Inde pour atteindre ses objectifs climatiques et sa neutralité carbone à l'horizon 2070 pourraient atteindre 22 700 Mds USD, soit environ 515 Mds USD par an. Le rapport souligne ainsi la nécessité d'accroître la mobilisation des capitaux privés, de diversifier les investissements au-delà des secteurs et technologies matures, notamment vers le stockage énergétique, l'hydrogène vert et l'éolien offshore, et de renforcer les financements consacrés à l'adaptation climatique. À cet égard, le développement d'une taxonomie du financement climatique, l'amélioration de la structuration des projets et la mise en place de mécanismes de réduction des risques apparaissent essentiels pour attirer davantage d'investisseurs.

CPI

Actualité sectorielle

Le Cabinet approuve un schéma de Viability Gap Funding de 1,5 Md USD pour 92 GWh de stockage d'énergie à l'échelle du réseau

Le 4 novembre 2026, le Cabinet de l'Union a approuvé un schéma de *Viability Gap Funding* (VGF) doté de 1,5 Md USD sur la période 2026-27 à 2030-31, destiné à soutenir 92 GWh de capacités de stockage non encore mises en service : 60 GWh de stations de transfert d'énergie par pompage (STEP), 30 GWh de systèmes de stockage par batteries (BESS) et 2 GWh de technologies alternatives. L'investissement total est estimé à 10,4 Mds USD. Ces capacités représentent 170% du stockage actuel du pays, dans la perspective d'un besoin de 411 GWh d'ici 2031-32.

Les capacités seront attribuées par appel d'offres concurrentiel (TBCB). Les distributeurs publics et privés sont éligibles au VGF pour les projets BESS et STEP, tandis que les technologies alternatives seront portées par des acteurs publics ou privés. Les projets BESS devront respecter un contenu local minimal (*Domestic Content Requirement*) de 40%, afin de soutenir la filière manufacturière nationale et de réduire la dépendance aux importations de composants. Le schéma complète le programme de 50 GWh de BESS adopté un mois plus tôt dans le cadre du Green Energy Corridor III.

En savoir plus

Le Cabinet approuve un schéma de soutien au capex de 298 M USD pour le raffinage de lithium et de nickel

Le 4 novembre 2026, le Cabinet de l'Union a approuvé le *Capex Support Scheme to Promote Critical Mineral Processing*, doté de 298 M USD sur la période 2026-27 à 2030-31. Face à la concentration géographique du raffinage des minerais critiques, qui expose les chaînes d'approvisionnement aux risques géopolitiques et à la volatilité des

prix, le schéma vise à réduire la dépendance de l'Inde aux importations d'intermédiaires raffinés et de matériaux de haute pureté, dans un secteur encore embryonnaire (enrichissement et traitement). Il cible la transformation des minerais et intermédiaires de lithium et de nickel en composés de haute pureté, le cobalt étant récupéré comme sous-produit du nickel, au bénéfice notamment de la mobilité électrique, du stockage par batteries, de l'électronique, de la défense et des aciers spéciaux.

Le dispositif prévoit une subvention de 30 % de l'investissement éligible pour la construction de quatre usines : deux de lithium (capacité minimale de 30 kt chacune, aide plafonnée à 53 M USD par bénéficiaire) et deux de nickel (50 kt minimum, plafond de 96 M USD). La sélection s'opère en deux étapes (qualification technique puis enchère financière au moindre coût, selon le niveau d'aide sollicité), à raison de deux bénéficiaires par minerai. Les fonds seront versés en trois tranches, conditionnées à l'atteinte de jalons.

En savoir plus

Inde : le ministère de la Santé propose plusieurs modifications aux Drugs Rules de 1945 afin de renforcer le contrôle de la qualité des médicaments

Le ministère indien de la Santé a publié plusieurs projets de modification des Drugs Rules, 1945, visant à renforcer les exigences applicables à la fabrication et au contrôle de la qualité des médicaments. Les principales mesures proposées sont les suivantes :

-Suspension des licences de fabrication : suspension immédiate de la licence des médicaments déclarés non conformes (Not of Standard Quality – NSQ) sur des paramètres critiques, notamment le dosage, la dissolution, les impuretés et la stérilité. La reprise de la fabrication serait conditionnée à la mise en œuvre et à la vérification de mesures correctives et préventives (CAPA).

-Libération des lots : obligation pour les fabricants de désigner formellement une personne qualifiée et expérimentée chargée d'autoriser la libération des lots, et de conserver un certificat de libération selon un format réglementaire.

-Fabrication stérile : révision des seuils de contamination microbiologique dans les zones propres de Grade A, conformément aux lignes directrices de l'OMS (TRS 1044).

-Importations : élargissement de la liste des points d'entrée autorisés pour les médicaments, dispositifs médicaux et produits cosmétiques.

Les projets ont été soumis à consultation publique, avec un délai de 30 jours pour la transmission des observations.

En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus, en savoir plus

Pakistan

Actualité macroéconomique

L'inflation décélère de façon significative mais les prix alimentaires et de l'énergie continuent à progresser rapidement.

La progression en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation s'établit à 9,6%, contre 10,3% en septembre et 11,5 % en août. Sa composante sous-jacente déccélère à 7,6% contre 8,4 % le mois dernier. Le prix des aliments non-périssables progressent cependant de 9,6%, tirés par le blé et la farine (+ 39 %). Le prix des transports progresse de 27% y/y.

Dawn

L'Arabie saoudite reconduit sa facilité de financement de 3 Mds USD

Le Royaume a accepté de prolonger la facilité de de financement trimestrielle de 3 Mds USD déjà reconduite en avril. Celle-ci venait à échéance le 31 octobre dernier. L'engagement saoudien atteint désormais 8 Mds USD, compte tenu de la reconduction récente (jusqu'en 2028) d'un montant de 5 Mds USD. En revanche, les perspectives d'obtenir une facilité de 10 Mds du Trésor américain deviennent très incertaines.

Tribune

Actualité sectorielle

Un nouveau système d'attribution du GNL domestique sera mis en place.

Le premier Ministre a annoncé que la fin du monopole public sur la commercialisation du GNL produit au Pakistan. Celui-ci fera l'objet d'appels d'offre transparents largement ouverts.

Pakistan Today

Le gouvernement sur le point d'introduire des incitations fiscales à l'investissement minier international.

Le gouvernement pourrait annoncer à l'occasion de l'inauguration du forum minier international le jeudi 12 novembre prochain à Islamabad une série d'incitations fiscales pour les investisseurs étrangers dans le secteur minier, dont le potentiel est estimé ici à 8 000 Mds USD. Parmi les mesures envisagées, figurent une réduction, voire une exemption de TVA sur la consommation intermédiaire de biens et services locaux pour une durée de 30 ans ainsi que la substitution d'une taxe sur les exportations de minerais de 1,5% à l'impôt de droit commun sur les sociétés (29% actuellement).

Tribune

Bangladesh

Actualité macroéconomique

Le report de la sortie des PMA est acté jusqu'en 2029, assorti d'une feuille de route de réformes

L'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a prolongé jusqu'au 24 novembre 2029, au lieu du 24 novembre 2026, la période préparatoire du Bangladesh avant sa sortie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA). La décision a été adoptée sans vote ni objection. L'Union européenne (UE), premier marché d'exportation du pays, a soutenu le report, tout en le qualifiant de mesure « exceptionnelle » et limitée dans le temps, qui doit s'accompagner d'actions internes mesurables. Dacca a remis à ses partenaires, en particulier l'UE, une feuille de route 2026-2029 que l'UE et l'ONU suivront chaque année. Elle vise une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 7 % en 2029 (4,14 % en 2026), une inflation ramenée à 6 % (9,16 %) et un ratio recettes fiscales/PIB d'au moins 9 % (moins de 7 %). Elle cible aussi des prêts non performants sous 20 % du total (plus de 30 %) et une croissance du crédit au secteur privé supérieur à 10 % contre moins de 5% en 2026.

The Daily Star

Actualité sectorielle

Prêt-à-porter : des manifestations salariales secouent le secteur, une commission du salaire minimum est mise en place

Depuis le 31 octobre, des manifestations pour des hausses de salaires agitent le secteur, les manifestants réclamant un salaire minimum mensuel de 30 000 BDT, contre 12 500 BDT actuellement, invoquant l'érosion de leur pouvoir d'achat par l'inflation. Des centaines d'usines ont suspendu leur activité : l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA) en recensait 529 le 1er novembre, avec près de 987 200 travailleurs concernés. Des heurts avec les forces de l'ordre ont été signalés jusqu'au 4 novembre, cinquième jour de mobilisation. Le gouvernement a constitué le 1er novembre, en pleine période de troubles, une commission du salaire minimum de six membres en réponse à la revendication salariale. Réunie pour la première fois le 4 novembre, elle a annoncé une entrée en vigueur d'une nouvelle grille salarial en décembre avec un premier versement en janvier. Le niveau de la hausse n'est pas fixé, et la commission examinera lors de sa prochaine réunion les propositions des travailleurs, des employeurs et d'autres organisations. Cette annonce n'a pas mis fin aux mouvements. La BGMEA et l'Association des fabricants et exportateurs de tricots du Bangladesh (BKMEA) avertissent que des fermetures prolongées pourraient conduire des acheteurs à déplacer des commandes et les économistes s'inquiètent des effets d'une perturbation prolongée sur les exportations et sur la confiance des acheteurs.

The Daily Star

Sri Lanka

Actualité macroéconomique

Les bénéfices des entreprises publiques en hausse mais les pertes de SriLankan Airlines se creusent

Les 51 principales entreprises publiques sri-lankaises ont enregistré un bénéfice cumulé de 259,3 Mds LKR (environ 770 MUSD) au premier semestre 2026, en hausse de 13,8% en monnaie locale sur un an. Malgré cette progression, le soutien budgétaire reste important : entre avril et juin, le Trésor a versé 41 Mds LKR (122 MUSD) à la Ceylon Petroleum Corporation et 15 Mds LKR (45 MUSD) à l'opérateur du système électrique. SriLankan Airlines a, pour sa part, enregistré une perte avant impôt de 35,6 Mds LKR (106 MUSD) sur avril–juin 2026, contre une perte de 12 Mds LKR un an auparavant. La hausse de 93% de sa facture de carburant et les pertes de change ont pesé sur ses résultats. Fin juin, ses engagements atteignaient 561,4 Mds LKR (1,67 Md USD), pour 209,9 Mds LKR (623 MUSD).

Trésor

Actualité sectorielle

Mise en service des « Metro Bus » à Colombo et projet de 100 bus électriques chinois

La société publique Lanka Metro Transit (LMT) a mis en service 112 bus sur sept lignes entre Colombo et sa périphérie. La flotte se compose de 104 bus Foton importés de Chine et de 8 bus fournis par le Japon. Le programme représente un investissement total d'environ 7,5 Mds LKR (environ 23 MUSD), qui comprend quatre dépôts et un système numérique de gestion de flotte et de paiements en cours de déploiement. Le gouvernement prévoit 50 bus supplémentaires pour étendre le service à Kandy, Galle et Jaffna, et envisage d'en confier une partie de l'exploitation à des opérateurs privés sous contrat. Une centaine de bus électriques chinois, initialement annoncés comme un don d'environ 22,5 MUSD, pourraient par ailleurs devenir les premiers véhicules électriques du réseau public, avec une mise en circulation prévue pour début 2027. Ce calendrier paraît cependant incertain : le coût et le financement (don ou prêt) ne sont pas encore arrêtés. Un précédent projet de 200 bus électriques pour la Sri Lanka Transport Board était resté bloqué en raison de défaillances dans la conduite de l'appel d'offres.

President's office ; The Morning

Nepal

Actualité macroéconomique

L'OMC pointe la faiblesse industrielle du Népal et la concentration de ses exportations

Selon l'examen des politiques commerciales du Népal publié par le Secrétariat de l'OMC, le pays reste freiné par des infrastructures déficientes, des coûts commerciaux élevés, une capacité de production limitée et une faible diversification de ses exportations, malgré la modernisation des douanes et les réformes visant à attirer l'investissement. L'industrie manufacturière ne pèse que 4,9 % du PIB, et environ 68 % des exportations de marchandises vont vers l'Inde. Celles-ci sont passées de 860 M USD (environ 740 M EUR) en 2018-19 à 1,5 Md USD (environ 1,3 Md EUR) en 2023, sans réelle diversification des produits ni des destinations. La facilitation des échanges reste inégale : seules 13 % des déclarations en douane passent par le circuit vert, contre 42 % par le circuit rouge, qui impose une inspection physique. L'économie dépend toujours des transferts des travailleurs émigrés (25,3 % du PIB), et le déficit commercial atteint 24,3 % du PIB. L'OMC salue les réformes engagées (loi sur l'investissement étranger, loi sur le e-commerce) mais insiste sur leur mise en œuvre effective. Lors de la revue de l'Aide pour le commerce à Genève, la directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala a rappelé que la part des pays les moins avancés dans le commerce mondial stagne autour de 1 % malgré vingt ans d'aide. Le Népal a reçu 8,94 M USD (environ 7,7 M EUR) du Cadre intégré renforcé, auxquels s'ajoutent 1,8 M USD de cofinancements.

Kathmandu Post

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Risque-pays**	**Climat des affaires**
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Négative	B+	Négative	B+	Négative	D	C
Pakistan	B3	Stable	B	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	CCC-	-	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud